

La Résistance Populaire en Palestine occupée.

Démarrée en 2005, la résistance populaire sous la forme principale de manifestations hebdomadaires contre l'occupation, le mur et l'annexion de terres a connue son apogée dans les années 2009 et 2010 ; aujourd'hui en 2013 cette forme de résistance populaire en Palestine occupée s'essouffle. Le cas de Silwan à Jérusalem sera analysé séparément .

Les manifestations hebdomadaires ne mobilisent plus : Les manifestations hebdomadaires auxquelles nous avons pu assister (Bil'in, Kafr Qaddum, Al Masara, Cheikh Jarrah) sont désertées par les Palestiniens. Internationaux compris, de 20 à 30 à Al Masara et Bil'in, 70 maximum à Kafr Qaddum, 30 à Cheikh Jarrah dont une majorité d'activistes ou de gens de gauche israéliens. (La période de la cueillette des olives peut expliquer une participation moins importante mais le 13 septembre à Bil'in elle n'avait pas commencé).

La conférence de Bil'in, grand messe annuelle de cette forme de protestation, n'a recueilli cette année en octobre qu'un faible nombre de participants, à peine plus d'une centaine le premier jour réservé aux responsables politiques. Nabil Shaath , ancien ministre des affaires étrangères, membre du Fatah, présent à la tribune, le déplorait au début de son intervention. Les témoignages et expériences des différents villages palestiniens résistants n'ont pas été abordés, au contraire des années précédentes. La deuxième journée de cette conférence était consacrée à une opération surprise consistant à la destruction d'une barrière coupant maintenant la route qui relie Al Walaja à Bethlehem : Opération symbole d'une nouvelle forme de résistance. La barrière était remise en place dès le lendemain par l'occupant. Tous les responsables ou acteurs de la résistance populaire que nous avons rencontrés sont unanimes sur ce point: Une nouvelle forme de lutte contre l'occupation doit être imaginée. Certains insistent pour amplifier celle qui consiste à réagir localement et quotidiennement contre un projet ou un état de fait imposé par l'occupant, souvent en relation avec l'expansion des colonies.

Les causes du déclin sont multiples : La lassitude devant la répétition des mêmes manifestations attendues par l'armée israélienne sans résultat majeur. Certains dunums de terres ont été récupérés après des actions en justice ; « à quoi bon continuer contre un mur dont le tracé tient localement compte de notre demande ? » Le risque d'arrestation ou de ré-arrestation qui entraîne l'absence de ressources pour la famille. L'interdiction de manifester après sortie de prison. Le coût des amendes et cautions. Les clivages politiques, les clivages organisationnels. Le poids des Ong qui manipulent la résistance populaire à leur profit. (« prolonger la durée de la résistance aussi longtemps qu'elle peut garantir le flux de support financier » dit HFUC). Enfin, l'absence criante de médiatisation ou d'informations concernant les opérations autres que les protestations hebdomadaires et leur jet de pierres, excepté pour le Psc qui dispose de contacts.

Une nouvelle voie : Organiser des opérations surprises, dans le but de montrer à l'occupant que les Palestiniens sont présents, sur leur terre, n'ont pas peur de venir braver son interdiction sur des lieux qui leur appartiennent (Bab El Chams, Mer Morte). Mais aussi manifester quotidiennement contre le plan d'extension d'une route pour l'accès à une colonie et l'expulsion des villageois : En deux semaines ce plan fut abandonné. A Silwad, après des protestations régulières, l'outpost fut démonté et le vol de terres annulé. Près d'Hébron, une route d'un camp de réfugiés bloquée depuis 13 ans : après des protestations quotidiennes, les blocs furent retirés et la route réutilisée par les palestiniens.

Résistance inégale selon la géographie :

Le centre de la Palestine occupée, Ramallah et ses villages dans une périphérie approximative de 30kms est actif ou tout au moins la résistance essaye effectivement de réagir à l'occupation.

Dans le Nord (Naplouse, Jénine), l'Est (Vallée du Jourdain), le Sud (Yatta), des hommes ou femmes résistants semblent bien seuls ; l'occupant ne cesse de s'appropriier des terres, de les déclarer zones militaires, d'expulser, de détruire des maisons, de confisquer les ressources.

Les Palestiniens des villages du Nord pris entre la Ligne Verte et le Mur (Tura par exemple, près de Jénine) ne sont autorisés que quelques heures par jour à passer à pied le check-point du mur pour venir en Palestine occupée située à quelques centaines de mètres. Ils laissent leur voiture en Palestine occupée, la route étant quasiment toujours fermée. Pas de comité populaire (sauf sur le papier), une pauvreté manifeste, un dépeuplement progressif.

Naplouse possède un homme providentiel en Khassan Daglass du Hfuc qui ne cesse répondre au téléphone mais paraît également bien seul face aux multiples provocations de l'occupant.

Les « bédouins » (paysans pratiquant la transhumance) de la Vallée du Jourdain sont perpétuellement soumis à des ordres de démolition de leurs maisons faites de tôles, de plastiques et tissus. Le soutien de la résistance est de plus en plus faibles et l'armée féroce.

Dans le Sud, au sud de Yatta, les Palestiniens continuent de vivre dans des caves (grottes souterraines) sur les collines désertiques quand l'armée israélienne ne les détruits pas. Ils ont l'interdiction de construire. La résistance populaire est inexistante.

A Beit Ula, l'armée a récemment détruit toute une zone à l'intérieur du mur tracé, coupant l'électricité, avec interdiction de construire ou de cultiver, sans raisons. Là aussi absence de réaction résistante malgré la présence de membre du Hfuc. Seul un homme dont les terres sont concernées a entrepris une action en justice.

Aide et soutien à la population :

Parallèlement aux actions de protestation, la résistance populaire prend la forme d'aide à la population afin de l'encourager à rester sur ses terres et à ne pas s'expatrier ou partir dans un village plus clément de Palestine occupée .

Lors de pratiquement toutes les rencontres que nous avons eues, excepté à Silwan, Nil'in, Bardala/Fassail et Beit Ommar (Psp,Cfj), il a fallu orienter la discussion dans ce sens pour que le sujet soit abordé : preuve que ce problème est relégué au second plan...

Le manque de moyens financiers en est la principale raison. Les comités (parfois le conseil municipal en partenariat ou acteur principal) semblent s'orienter vers des projets de dimensions modestes qu'ils veulent pouvoir maîtriser eux-mêmes. Ils ont été échaudés par les projets des grandes Ong qui profitent honteusement de la situation assurant avant tout leurs propres frais de fonctionnement et ne distribuant aux Palestiniens que le maigre solde du projet. Est mis en cause également le fait que les besoins et projets recensés par ces Ong sont traduits puis mis en œuvre au travers des filtres occidentaux qui ne correspondent pas forcément à la réalité et la culture de la Palestine.

Bil'in a aménagé de très jolie façon les terres récupérées avec un terrain de jeux d'enfants, un emplacement de volley ball, et un petit « square », lieux où de nombreux villageois viennent déambuler le soir. Le comité populaire a en projet la création d'un parc national avec zoo et gîtes d'accueil.

Là aussi, les inégalités entre les villages sont frappantes pour ne pas dire choquantes.

Les organismes de la résistance populaire :

Focalisés sur deux organisations palestiniennes de résistance, nous avons essentiellement rencontré les membres du Popular Struggle Coordination Committee (Psc) et ceux du High Follow Up Commission (Hfuc). La plupart de leurs membres dirigeants appartiennent au Fatah ou travaillent pour l'Autorité Palestinienne. Le Psc nous dit faire partie du Hfuc, alors que ce dernier infirme en précisant que le Psc serait le bienvenu à condition qu'il respecte ses obligations, son rôle et ses responsabilités.

Le Hfuc semble, dans le Sud notamment, relativement plus structuré avec des comités régionaux (South West Bank), des comités de districts (South Hebron Hills) et enfin des comités populaires de villages. Mais un certain flou existe dans le rôle respectif de chacun. Les contacts fournis par le Psc se sont révélés plus formels que réels (Tura, Abou Dis), Celui donné par le Hfuc pour la Vallée du Jourdain semble bien peu crédible.

Au niveau des villages :

Parfois, on y trouve deux comités relevant chacun d'un organisme différent (Beit Ommar, Nabi Saleh).

Certains villages et leur comités tentent de se rapprocher (Nord - Jordan Valley Solidarity et Sud – Center for Freedom and Justice de Beit Ommar) pour s'enrichir de l'expérience des uns et des autres.

Mais, une fois de plus, les hommes de terrain sont bien seuls dans leur village. La notion comité populaire est souvent un souhait plus qu'une réalité.

Le conseil municipal est souvent partenaire. A Kafr Qaddum, le rôle de chacun est bien défini : Au comité populaire la lutte sur le terrain contre l'armée de l'occupant et les colons, au conseil municipal les actions et projets d'aides à la population ainsi que l'hébergement des internationaux ; ces derniers ne resteront présents dans le village qu'en raison de leur participation à ces projets d'aide. Sinon ils doivent repartir une fois la protestation du vendredi terminée et n'avoir de contact qu'avec le responsable du comité populaire.

Enfin, seul le Psc se charge des frais d'avocat et de justice en cas d'arrestation ; il semble être l'organisme centralisateur. Mais chacun est libre de choisir sa défense et peut opter pour un avocat « privé » et en assumer alors les frais.

D'autres organismes de résistance existent bien sûr.

Pour mémoire :

A Naplouse, au cours d'une rencontre avec une personne dont le nom nous avait été donné par le Psc, elle nous a dit faire partie du Solidarity Mouvement for Free Palestine (SFP), créé en août 2013. Mouvement qui se veut particulièrement structuré sur le papier.

À Nil'in, parallèlement au comité populaire existant, un comité de jeunes s'est créé : Palestine Youth for Peace & Justice/Nilin, indépendant de tout organisme.

Al Moubadara : Un entretien de deux heures nous a détaillé en long et en large le programme de ce parti mais sans grand intérêt pour la Résistance populaire sur le terrain.

Ratib al-Jbour, rencontré à Beit Ommar et porte-parole du South Hebron Hill Committee (Hfuc), est également le coordinateur du « Popular Committees against the Settlements and the Wall south of Hebron and east of Yatta »

La plupart des membres des comités populaires rencontrés se définissent comme affiliés ou sympathisants du Fatah. Nous n'en avons vu aucun se revendiquant du Hamas. Il en existe sûrement, bien que beaucoup de leaders soient sous les verrous israéliens.

De plus nous n'avons pas eu de contacts avec les comités (de résistance) populaire(s) internes aux camps de réfugiés.

Notre action en tant qu'internationaux.

Fréquemment demandé par les Palestiniens : Témoigner après la venue en Palestine du plus grand nombre de nos concitoyens, convaincre nos élus et gouvernement de faire respecter le droit international, les résolutions de l'Onu, d'appliquer les sanctions et « les lignes directrices » européennes concernant les colonies illégales, d'appeler au boycott d'Israël.

Aide financière pour la réalisation de projets aux dimensions modestes.

Présence en Palestine d'internationaux pour de longues périodes afin de participer à la mise en œuvre de projets maîtrisés par les Palestiniens eux-même, écrire des rapports, traduire...

Un dernier point sera pour rappeler les propos de

Saïd, à Nil'in :

« Dans 9 mois, il se passera quelque chose »

Il faisait référence à la durée prévues des négociations. Il en reste 6 maintenant.

Younès, lors de notre entretien avec les membres de Hfuc à Ramallah :

« Ensemble nous pouvons obtenir l'indépendance et faire sur notre terre notre état sur les frontières de 1967, mais si ce n'est pas le cas il n'y a qu'une seule solution de mettre fin à l'occupation israélienne ce sera la lutte armée (armed struggle), nous sommes tous en train d'essayer de l'éviter. Mais c'est une option. »

François-Xavier

Le 11 octobre 2013